

Déclaration FNEC-FP FO - 10 novembre - Laval

Oui, notre ministre est toujours dépassé par les événements et la communication par voie hiérarchique est quasi inexistante.

Oui, c'est l'incurie du gouvernement à gérer cette crise - cumulée à l'état de nos services publics - en particulier les hôpitaux et les écoles, qui nous amène à cette situation !

Oui 100 000 lits d'hôpitaux ont été fermés en France depuis 20 ans et le gouvernement Macron en a déjà supprimé 7500.

Oui, depuis la « première vague » du printemps dernier, le gouvernement n'a rien anticipé et il y a 600 lits de réanimation en moins par rapport au mois de mars !

Nous n'avons cessé de dénoncer depuis des mois l'incurie du gouvernement et de Blanquer à gérer cette crise. Non seulement ils n'ont rien préparé contre l'épidémie, rien anticipé, mais ils continuent de fermer des lits aujourd'hui encore dans les hôpitaux, supprimer des postes dans l'Education Nationale, alors qu'il était urgent, dès le mois de mars, de mettre les moyens. Pire, tous les postes de professeurs stagiaires ne sont pas pourvus dans notre département, et le recteur refuse d'ouvrir la liste complémentaire à hauteur des besoins. Pire encore, il y a un manque cruel d'AESH et pas suffisamment d'argent pour un recrutement à hauteur des notifications de la MDA. Et vu les salaires de misère, le recrutement s'avère difficile.

Il y a la crise sanitaire et il y a l'exploitation qui en est faite par ce gouvernement

D'un côté Monsieur Castex qui vante "les vertus de la crise", de l'autre Madame de Montchalin qui nous explique en quoi la crise sanitaire est une bonne chose pour "transformer" la Fonction Publique.

Et puis nous avons Monsieur JM Blanquer :

- Pourquoi a-t-il choisi de ne rien faire depuis le 1er confinement pour protéger correctement les personnels, les élèves et leur famille afin de maintenir l'école sans aggraver la contamination ?
- Pourquoi ne veut-il créer aucun moyen supplémentaire ni recruter aucun personnel supplémentaire pour l'allègement immédiat des effectifs dans les classes ?
- Pourquoi contribue-t-il à détruire toutes les instances représentatives des personnels, en particulier les CHSCT qui permettent à vos représentants syndicaux de veiller à la protection des personnels, en tout cas à ce que l'employeur assume ses responsabilités ?
- Pourquoi préfère-t-il demander aux personnels de gérer eux-mêmes les conséquences de ses choix désastreux, alors que son gouvernement est capable de trouver des milliards "d'aides" publiques pour les entreprises du CAC 40 qui en profitent pour se restructurer, mieux payer leurs actionnaires, licencier, et même délocaliser leur production (SANOFI par exemple) ?

Poser ces questions, c'est y répondre !

Jean-Michel Blanquer (5 juin 2020) : « Si le virus est toujours là à la rentrée, il y aura toujours la règle de groupes restreints. Ce qui est favorable, d'ailleurs, pédagogiquement »

FO n'a cessé de dénoncer depuis le début de cette crise sanitaire, l'incurie du gouvernement qui non seulement n'a rien préparé contre l'épidémie, mais continue de fermer des lits dans les hôpitaux, supprime des postes dans l'EN, alors qu'il était urgent de faire le contraire.

Le Ministre Blanquer a annoncé la semaine dernière, le réaménagement du protocole sanitaire et du baccalauréat pour les lycées. En réalité, il tend un piège aux personnels. Sous prétexte d'un protocole « renforcé », il indique : « *chaque établissement aura son organisation propre* », remettant en cause une fois de plus le caractère national de l'École.

Le Ministre rend pérenne ce qui a été imposé pendant le premier confinement, accélère la destruction des diplômes et reste sourd aux revendications des personnels : la FNEC-FP FO revendique le retour à des épreuves nationales, le retrait de la réforme du BAC et de Parcoursup !

A propos du Dédoublément des classes :

Si l'on parle dédoublement il est impératif de préciser création de postes statutaires et ouverture immédiate de la liste complémentaire...

Si c'est pour voir venir les 2S2C ou pour avoir double besogne, si c'est pour que la moitié des élèves se forment sur Youtube pendant que les autres sont en classe : hors de question !

Alors dédoublement oui; mais avec l'ouverture immédiate des listes complémentaires, sinon, c'est offrir une porte de sortie à Blanquer qui se frotte déjà les mains !

N'oublions pas : si on est dans cette situation aujourd'hui, c'est parce que nos responsables, Macron en tête, n'ont rien anticipé. La deuxième vague, c'est leur impréparation, leur irresponsabilité et leur amateurisme.

Depuis les derniers congés scolaires, nous atteignons le summum de l'incompétence et de l'irresponsabilité. Le ministre chercherait à faire craquer les personnels de l'Education Nationale, qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Systematiquement, et à tous les échelons c'est : Débrouillez-vous !
Après le présentiel, le distanciel, l'Education Nationale invente le démerdentiel

Les protocoles sanitaires à géométrie variable du ministre Blanquer, déjà quasiment impossible à mettre en place, n'ont eu, depuis le début de la crise sanitaire, pour objet unique que de protéger juridiquement notre employeur, d'accompagner une reprise à tout prix parfois au mépris des conditions sanitaires. Dans ce nouveau protocole 4.0, il est effectivement question de diminuer le brassage des élèves, de renforcer le nettoyage, d'aérer les salles et rendre le masque obligatoire pour les élèves à partir de 6 ans... Mais, RIEN sur la mise en place de réelles mesures de protection pour les personnels, revendiquées depuis le mois de mars par la FNEC-FP FO 53 :

- La baisse drastique des effectifs dans les classes pour limiter les risques de contagion ;
- Le dépistage systématique des personnels et des élèves ;
- La mise à disposition gratuite et en nombre de masques FFP2 dans les écoles, en particulier pour les personnels vulnérables ; La mise à disposition gratuite et en nombre de masques chirurgicaux
- Le recrutement immédiat de médecins de prévention en nombre suffisant ;
- Le recrutement immédiat de médecins scolaires ;
- La reconnaissance de la COVID 19 comme maladie professionnelle ;
- L'abrogation du jour de carence et le remboursement des jours de carence pour tous les personnels placés en CMO depuis la rentrée scolaire ;

Les conditions actuelles ne sont pas tenables, que ce soit dans les écoles, les collèges ou les lycées.

La situation actuelle n'est pas tenable que l'on soit enseignant, AESH, AED, CPE ou agent administratif.

FO invite tous les collègues du département à se réunir dans leurs établissements, en participant aux HIS et RIS organisées par les syndicats de la FNEC-FP FO afin de faire remonter les situations, et de décider des moyens de faire aboutir toutes les revendications.

Je vous remercie